

Journées doctorales 2018 du GIS Démocratie et Participation
Session « Empowerment »
11 janvier 2018

**L'expérimentation des tables de quartier à Marseille : trajectoires et formes
d'empowerment**

Comment évaluer l'*empowerment* au sein d'un espace participatif ? La notion d'*empowerment* a connu un important succès en France ces dernières années, dans les travaux universitaires et au-delà (Bacqué et Biewener, 2013 ; Bacqué, 2005 ; Carrel, 2013). Marie-Hélène Bacqué et Carole Biewener (2013) reviennent sur la trajectoire de cette notion qui a vu le jour dans les années 1960 aux Etats-Unis et a particulièrement été utilisée par le champ féministe à partir des années 1970. Dans sa conception radicale¹, l'*empowerment* peut se définir comme « *un processus présenté comme égalitaire, participatif et local, par lequel les [individus] développent une "conscience sociale" ou une "conscience critique" leur permettant de développer un "pouvoir intérieur" et d'acquérir des capacités d'action, un pouvoir d'agir à la fois personnel et collectif tout en s'inscrivant dans une perspective de changement social* » (Bacqué et Biewener, 2013, p.8). Au cœur de l'*empowerment* est la notion de pouvoir. La notion d'*empowerment* permet de penser les relations inégales de pouvoir au-delà des formes de domination en s'intéressant aux capacités et aux formes de résistances des individus à un ordre social inégalitaire. En France, cette notion a été publicisée plus tardivement et traduite souvent par le concept de pouvoir d'agir (Le Bossé, 2012) qui met en avant la notion de pouvoir mais tend à gommer la dimension de processus de l'*empowerment*. Le développement du concept de pouvoir d'agir ne se fait pas sans réticences face à l'importation d'un concept qui serait incompatible avec le modèle républicain universaliste français (Balazard et Genestier, 2009 ; Kirszbaum, 2011). Pour M.-H. Bacqué et C. Biewener, les formes de participation collective pourraient être des espaces permettant l'acquisition et la pratique du pouvoir d'agir. La diffusion de ce concept a été particulièrement importante dans les travaux sur la participation des habitant-es et notamment celles et ceux des quartiers populaires : les expériences nord-américaines de *community organizing* ont particulièrement été étudiées comme vecteurs d'*empowerment* (Talpin, 2016, 2013 ; Carrel et de Lépinay, 2016). Pour autant, peu de travaux se sont intéressés à la « mesure » de l'*empowerment*, tâche qui apparaît complexe tant ce processus renvoie à des formes d'apprentissage difficile à objectiver empiriquement et qui plus est dans le temps long. Afin de répondre en partie à cette question, nous cherchons ici à montrer qu'il n'existe pas, dans le champ de la participation, un mais des processus d'*empowerment* comprenant des formes et des avancements distincts. Plutôt que d'essayer de mesurer un degré

¹ Les auteures distinguent trois modèles d'*empowerment* : une première conception radicale dont il est question ici, un modèle social-libéral et un autre néolibéral. Ces deux dernières conceptions ont été diffusées dans des domaines variés (management, organisations internationales, politiques publiques) et participent à une déradicalisation du concept. (Bacqué, Biewener, 2013).

Marion Lang

Université Jean Monnet Saint-Etienne

Laboratoire Triangle

d'*empowerment* au sein d'un espace participatif, nous cherchons à montrer que ce processus peut se traduire par des configurations différentes. Notre analyse croise trois indicateurs nous permettant d'analyser les possibilités d'*empowerment* dans les tables de quartier : d'abord la constitution du public et les possibilités d'acquisition d'un pouvoir d'agir individuel et collectif qui peuvent en découler. Dans un second temps, la politisation des enjeux soulevés par les participants pouvant leur permettre de développer une « conscience critique » et enfin les formes de légitimation de cette forme de participation dans une perspective de changement social. Ces trois indicateurs nous paraissent pertinent dans l'analyse de l'espace participatif que sont les tables de quartier, pour autant il ne s'agit pas de construire un modèle applicable à toutes les formes de participation mais d'être attentifs/-ves, dans chaque arène participative, aux conditions pouvant permettre l'émancipation des individus.

Notre analyse est basée sur l'étude d'une expérimentation participative menée dans des quartiers populaires depuis 2014 : les tables de quartier. Cette expérimentation nationale est issue du rapport « Pas Sans Nous. Pour une réforme radicale de la politique de la Ville »² commandé par le Ministère de la Ville à M-H. Bacqué et M. Mechmache qui proposait de repenser la participation des habitants à l'aune du concept d'*empowerment*. L'instauration de tables de quartier est une des propositions présentes dans le rapport devant permettre « *de mobiliser les acteurs associatifs, de faciliter la discussion entre différents segments du milieu associatif, de développer des actions et un projet commun, et elles contribueront ainsi à la vie démocratique.* » (p.32). Les tables de quartier sont issues d'une expérience montréalaise datant des années 1990 et qui a acquis une légitimité très importante auprès de la municipalité depuis (Sénécal, Cloutier et Herjean, 2008). L'expérimentation est pilotée au niveau national par la Fédération des centres sociaux de France (FCSF) bien que dans la moitié des sites retenus³, les tables de quartier soient portées par des associations locales et non des centres sociaux.

A Marseille, les deux tables de quartier sont situées dans les treizième et quatorzième arrondissements, ce qu'il est commun d'appeler les « quartiers nord ». Situés au nord de la ville, cet ensemble de quartiers d'habitat social entrecoupés d'anciens noyaux villageois, ne revêt pas une réalité physique ou politique mais davantage symbolique (Peraldi, Dupont et Samson, 2015, p.53). Les deux tables de quartier ont en commun d'être situées dans des quartiers populaires – classés prioritaires par la politique de la ville, d'être portées par des centres sociaux associatifs et d'avoir à faire à une mairie locale du parti Front National depuis 2014. La table de quartier de Malpassé se situe dans un quartier de 8 000 habitants de neuf cités d'habitat social. Ce quartier a subi de profonds changements urbains du fait d'opérations de rénovation urbaine et est souvent le théâtre de règlements de compte du fait du trafic de drogue. La table de quartier

² En janvier 2013, le Ministre délégué à la ville, François Lamy, commande à Marie-Hélène Bacqué, sociologue et Mohammed Mechmache président de l'association AClefeu à Clichy-sous-Bois la réalisation d'un rapport portant sur la participation des habitants dans les quartiers populaires. Le rapport, basé en partie sur 30 témoignages de militants associatifs de divers quartiers populaires de France, est remis au Ministre en juillet 2013 et comporte 30 propositions pour améliorer la politique de la ville. Dans la suite de l'article nous l'appellerons « rapport Bacqué-Mechmache ».

³ En 2013, suite à un appel à projets, la FCSF a sélectionné douze sites dans les villes de : Amiens, Fort-de-France, Marseille (deux sites) Montpellier, Nîmes, Rennes, Roubaix, Tourcoing, Toulon et Toulouse.

Marion Lang

Université Jean Monnet Saint-Etienne

Laboratoire Triangle

de Saint-Gabriel, portée par le centre social du même nom se situe sur un territoire plus mixte – de 10 000 habitants - à la fois zone pavillonnaire du noyau villageois et cités HLM ou copropriétés souvent dégradées. Les deux centres sociaux ont été choisis pour participer à l'expérimentation des tables de quartier en 2013 suite à un appel à candidature lancée par la Fédération des centres sociaux de France (FCSF) au niveau national.

A Malpassé, la candidature du centre social fait suite à une mobilisation d'habitant-es dénonçant les difficultés qu'ils et elles vivent dans le quartier. En 2013, suite à un règlement de compte particulièrement choquant car ayant eu lieu devant l'entrée d'une école, des mères de famille se retrouvent au centre social pour échanger sur leur traumatisme. Ces rencontres se transforment en ateliers appelés « d'éducation à la citoyenneté », rassemblant jusqu'à 80 participant-es, encadrés par des salariés et bénévoles du centre social qui débouchent sur un grand rassemblement d'habitant-es et d'associations de nombreux quartiers populaires marseillais et la rédaction d'un manifeste comprenant des revendications pour améliorer la situation des habitant-es de ces quartiers⁴. Suite à cette mobilisation, la direction du centre social, d'autre part engagée aux côtés de M. Mechmache et M-H. Bacqué dans le rapport « Pas Sans Nous », décide de postuler à cette expérimentation. La mise en place de la table de quartier se traduit par le recrutement dès octobre 2014 d'une animatrice mobilisée à temps plein sur la table de quartier. L'animation de la table de quartier est dans un premier gérée par cette animatrice, une autre salariée du centre et un petit groupe de bénévoles avant d'être prise en charge par l'animatrice recrutée spécialement.

A Saint-Gabriel, la participation du centre social à l'expérimentation fait suite à l'organisation en 2013 de « Ateliers citoyens » en amont des élections municipales où les différentes listes étaient venues présenter leur programme. Ces ateliers ont été relativement bien suivis par les habitant-es du quartier ce qui a conduit la direction à postuler à l'appel à projets. Suite au démarrage de l'expérimentation, la table de quartier se construit d'abord grâce à un réseau de bénévoles, dont la majorité est membre du conseil d'administration du centre social, puis en 2016 par le recrutement d'un salarié.

Méthodologie

Cette communication se base sur une enquête ethnographique au sein de deux tables de quartier à Marseille. Durant six mois, en 2014⁵, j'ai tenté de m'immerger dans le quotidien des tables de quartier via une observation participante aux réunions de préparation, à la mobilisation des habitants et aux ateliers de chaque table de quartier. L'observation a également été complétée une vingtaine d'entretiens avec tous les participants. Puis en 2016 je suis revenue observer l'évolution des tables de quartier dans le cadre de ma thèse. La table de quartier reste une démarche participative jeune, dont les effets sur le moyen et long terme ne peuvent pas encore être mesurés. Cela étant, étudier la démarche à son démarrage permettait de saisir tous les

⁴ Messina Marine, 2013, « A Marseille, "un ras-le-bol contre des réponses pas du tout adaptées" », *Le Monde.fr*.

⁵ Dans le cadre d'un stage dans l'un des deux centres sociaux ayant pour mission d'accompagner le démarrage des

discours et débats des participants autour de l'organisation de la table, ses objectifs et ses stratégies d'action et de voir les recadrages qui avaient lieu au fil des semaines.

Nous montrons d'une part les possibilités d'*empowerment* au sein de la table de quartier et ses différentes formes induites par des trajectoires différentes. L'étude sur le terrain d'une expérimentation pensée au niveau national nous conduit à interroger les conditions de cette mise en œuvre et les décalages entre la conception théorique et sa réalisation pratique. Pour ce faire, nous revenons d'abord sur la constitution du public des tables qui s'avère centré sur des habitant-es sollicité-es à titre individuel. Puis, nous montrons les choix opérés en termes d'organisation et de répertoires d'actions. Enfin, nous questionnons la légitimité des tables dans leurs négociations.

1. La création d'un public d'habitant-es mobilisé-es à l'échelle individuelle

Les tables de quartier se présentent comme des espaces de participation des habitant-es des quartiers populaires. Aussi s'intéresser à la constitution de leur public permet de voir en quoi ces expérimentations permettent une participation des dominé-es. Face à un constat que les espaces de participation reproduisent des formes de domination (Carrel, 2013), les tables de quartier se présentent comme des espaces cherchant à dépasser cette limite. Dès la constitution du public, on observe un premier décalage entre les volontés de départ et la participation effective qui s'avère centrée sur des habitant-es sollicité-es à titre individuel du fait du rôle prédominant du centre social. De plus, la structuration du public s'opère de manière différente entre les deux tables faisant apparaître des possibilités d'*empowerment* différentes.

• L'influence du centre social dans la mobilisation du public

L'expérimentation des tables de quartier est pilotée à l'échelle nationale par la FCSF qui a produit, au démarrage du projet, un « kit d'appui » présentant les principes des tables de quartier, leur origine, leurs buts et les possibilités d'organisation. Ainsi dans le kit, la table de quartier est présentée de la manière suivante :

« Une table de quartier **réunit les associations et collectifs d'habitants organisés à l'échelle du quartier**. C'est un lieu de débats et d'actions dont l'objectif est l'amélioration des conditions de vie dans le quartier, **notamment des personnes les plus fragilisées.** »⁶

Le public des tables de quartier devrait en principe être composé d'associations locales et d'habitant-es sollicité-es à titre individuel. Dans la mise en œuvre sur le terrain, les deux centres sociaux avaient pour volonté de départ de mobiliser au-delà de leur public quotidien : aussi bien les associations locales que des habitant-es ne fréquentant pas le centre social. En octobre 2014, les animatrices de la table de quartier de Malpassé organisent un premier événement de

⁶ Extrait du kit d'appui élaboré par la FCSF, (2015, p.3).

lancement du projet où sont rassemblés ces différents publics :

« Les tables ont été installées dans la cour du centre social pour accueillir les habitants venus participer à un pique-nique citoyen pour le lancement de la table de quartier. A midi, une soixantaine de personnes est rassemblée pour écouter le discours introductif des animateurs de la table avant de passer au buffet. La grande majorité des invités sont des habitants du quartier, peu d'observateurs sont présents. On retrouve beaucoup de personnes qui ont l'habitude de fréquenter le centre social : des mères de famille d'origine maghrébine du secteur Famille, des bénévoles du secteur Troisième âge mais aussi les salariés du centre. Les associations du quartier sont aussi au rendez-vous : le comité d'intérêt de quartier, les associations culturelles et d'aide aux devoirs sont venues assister à la présentation de la table de quartier. » (Extrait des notes de terrain lors du lancement de la table de quartier de Malpassé, octobre 2014).

En amont de cette rencontre, les animatrices avaient organisé plusieurs temps de mobilisation en direction de ces différents publics en vue d'un premier événement de présentation de la table de quartier. Elles avaient convié plusieurs associations locales (comité d'intérêt de quartier, association culturelle, associations sportives) avec qui elles entretiennent de bonnes relations à des réunions de présentation. Si les associations semblaient intéressées *a priori* par la démarche, force est de constater, que leur présence aux réunions et ateliers s'avère très limitée au bout de quelques mois, comme le constate un membre de la table responsable d'une association sportive :

« Je vois qu'il y a des personnes représentant d'associations qui étaient là le premier jour et qui ne viennent plus alors est-ce qu'ils ont été déçus et je ne vois pas pourquoi et dans ce cas-là ce serait bien de les relancer ... Moi je trouve qu'il manque beaucoup de personnes, notamment des soi-disant personnalités, des personnes qui sont censées représenter des structures et des associations, des mouvements. Par exemple, le CIQ du secteur on connaît la personne mais on ne l'a pas vu encore alors qu'il doit représenter plus de personnes et qu'il peut drainer du monde. » (Entretien avec Frédéric, 42 ans, responsable d'une association sportive)

A Saint-Gabriel, il existe peu d'associations locales d'habitant-es bénévoles et la seule à être présente à la table de quartier est le comité d'intérêt de quartier⁷ représenté par son président qui est également membre du conseil d'administration du centre social. En parallèle de cette rapide quasi désertion des associations locales, les animateurs et animatrices ont également recentré leur mobilisation sur les habitant-es fréquentant déjà le centre social.

« Pour le lancement de la table, on a déployé les grands moyens : on est allés à la sortie des écoles, voir les autres associations, les commerçants... On a mis des affiches partout, sur les arrêts de bus, dans les halls d'immeubles... Et surtout on en a parlé à tous les parents qui venaient chercher leurs enfants au centre aéré ou participer à une activité du centre. Et franchement, j'ai l'impression que c'est ça qui marche le plus. Ceux qui viennent, en général, ils connaissent le centre, ils le fréquentent même un tout petit peu... C'est un constat, ça ne veut pas dire qu'on va arrêter dans la rue, mais si on

⁷ Les comités d'intérêt de quartier (CIQ) sont des associations locales présentes à Marseille depuis la fin du 19^{ème} siècle. Elles disposent d'une très forte légitimité auprès des instances municipales à tel point qu'en 2002, le maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin avait refusé la mise en place de conseils de quartier en argumentant que les CIQ jouaient déjà ce rôle-là. C. Matina a par ailleurs montré le rôle des CIQ comme courroie de transmission des politiques municipales et les relations clientélares existantes entre la municipalité et ces associations (Matina, 2008, 2016).

mobilise au sein du centre, déjà on a pas mal d'habitants qui viennent. » (Entretien avec Imane, salariée du centre social et animatrice de la table de Malpassé).

Ainsi, le public des tables de quartiers, passées les premières réunions, s'est recentré autour d'habitant-es sollicités à titre individuel et plutôt proche de la structure du centre social. Le choix de ce public a plusieurs conséquences sur la construction de la parole collective au sein des tables. D'abord la table de quartier peine à toucher des publics éloignés des structures de participation du quartier, qui ne participent pas déjà à des activités proposées par le centre social. Les tables de quartier se développent en continuité des activités déjà proposées dans le centre social où la participation individuelle des habitant-es est valorisée (Bresson, 2002, 2004).

- **Petite sociologie des publics des tables et possibilités d'*empowerment***

Dans leur conception de départ, les tables de quartier étaient vues comme des espaces pouvant permettre la participation des habitant-es des quartiers populaires et notamment les plus éloigné-es de la parole publique. Si le public des deux tables est composé d'habitant-es proches du centre social, leur composition varie sociologiquement dessinant des possibilités de construction d'une parole collective différentes. A Malpassé, le public de la table de quartier est principalement composé d'un représentant d'une association sportive et de deux groupes d'habitant-es. La majorité des participant-es sont des femmes, mères de famille qui habitent les cités d'habitat social du quartier. Elles ont entre 35 et 50 ans, sont mères au foyer, appartiennent au groupe ethnique minorisé, une grande partie étant d'origine supposée maghrébine. Elles fréquentent assidûment le centre social que ce soit pour participer à des sorties familiales l'été ou mettre leurs enfants au centre aéré. Elles ont l'habitude de participer à des réunions dans le cadre du centre social et sont à l'aise pour prendre la parole. Cette quinzaine d'habitant-es constituent le noyau dur, facilement mobilisable de la table de quartier. Lors des premiers mois de la table de quartier, on trouvait également des personnes âgées de plus de 60 ans, issus du groupe ethnique majoritaire qui fréquentaient également beaucoup le centre dans le cadre du club du troisième âge. Ils ou elles parlaient peu lors des réunions et on petit à petit disparus du public. Ainsi à Malpassé, la majorité du public est issue du groupe ethnique minorisé ayant un profil sociologique similaire aux animatrices comme c'est le cas d'Imane. Imane a 25 ans et est une habitante du quartier, d'origine supposée maghrébine, elle est salariée au centre social au sein du secteur « Familles » et participe à l'animation de la table de quartier. Par ailleurs, son expérience professionnelle au centre social l'a conduite à se mobiliser dans divers cercles militants locaux sur les questions de participation des habitants. Sa proximité sociologique et d'expérience avec les habitant-es du quartier joue un rôle déterminant dans la constitution du public. En effet elle y voit un enjeu de représentation des « minoritaires » qui n'est pas présent dans d'autres espaces de participation :

« Moi, [la table de quartier], je la verrais avec un peu plus de personnes et des différentes parce que souvent ce sont les mêmes personnes qui viennent dans les autres réunions, des gens qui ont l'habitude de prendre la parole en public. Et des fois ils ne représentent pas trop les gens du quartier. Nous, dans nos quartiers, on connaît les problèmes, on a l'expertise, mais les gens ne se sentent pas de donner leur avis : parce qu'ils ont peur de parler ou parce qu'ils pensent qu'ils

Marion Lang

Université Jean Monnet Saint-Etienne

Laboratoire Triangle

ne parlent pas bien, ou qu'ils ne savent pas écrire... Ce que je veux dire c'est que Karima il faut qu'elle puisse être autant écoutée que Marc. Parce que c'est nous, nous les habitants des quartiers qui subissons la rénovation urbaine, le chômage. Donc la table de quartier elle doit servir à exprimer ça, pour les gens qui le vivent vraiment. » (Entretien avec Imane, animatrice de la table de quartier de Malpassé)

Le public de la table de quartier de Malpassé se structure petit à petit autour d'un noyau dur de femmes minorisées ayant des expériences de vie proches et qui se connaissent pour la plupart en amont. Avec la présence des animatrices issues de ces mêmes groupes, la table de quartier se structure comme un espace pouvant permettre un *empowerment* communautaire c'est-à-dire qui permet une prise de conscience collective d'individus vivant des problématiques similaires. Il convient tout de même de préciser que d'autres participants sont aussi présents : des habitant-es âgé-es issus du groupe ethnique majoritaire, des membres du conseil d'administration qui se positionnent comme des alliés du noyau dur de la table de quartier.

A Saint-Gabriel, alors que le centre social attire beaucoup de mères de famille des classes défavorisées dans différentes activités, celles-ci ne sont pas présentes lors des ateliers de la table de quartier. On retrouve davantage un public issu des classes moyennes résidant dans les pavillons du noyau villageois que des habitants des cités d'habitat social. Le noyau dur de la table est composé d'environ six participant-es qui sont pour une grande majorité issus du groupe majoritaire, ont un emploi plutôt qualifié et sont membres du conseil d'administration du centre social. Autour de ce noyau gravitent d'autres participants moins engagés qui assistent aux différentes réunions, ils ou elles vivent dans des situations économiques plus précaires mais peu sont issus des groupes ethniques minorisés. Inès est une des membres actives de la table de quartier : elle a 45 ans, élève seule sa fille et vit dans la zone pavillonnaire, Elle travaille comme assistante administrative dans le secteur public et est membre du conseil d'administration. Elle déplore le décalage entre le public des activités « classiques » du centre social et celui de la table :

« Je trouve qu'il n'y a pas assez de musulmans, d'arabes. Il n'y a que moi, quoi, comme arabe, enfin comme musulmane, c'est mieux de dire ça. Je suis la seule musulmane ! Moi j'aurais aimé qu'il y en ait plus. Je vois bien toutes les femmes qui viennent au centre pour chercher leurs enfants, les amener à l'aide aux devoirs. La table de quartier cela pourrait être un moyen de sortir du foyer, de se dire "je suis quelqu'un d'important, je peux faire quelque chose pour mon quartier". Mais ces gens ils se disent qu'ils ont d'autres priorités, et c'est vrai ils ont des problèmes plus graves, ils se disent que ce n'est pas pour eux, le centre et le reste. » (Entretien avec Inès, membre de la table de quartier de Saint-Gabriel)

Ainsi à Saint-Gabriel, il apparaît plus difficile pour la table de quartier de toucher des habitant-es plus éloigné-es des espaces de participation, notamment celles et ceux issus des groupes minoritaires et des classes populaires. Dès lors, le public se structure autour d'individus mobilisés mais qui ne vivent pas directement les problèmes auxquels sont confronté-es les habitant-es vivant dans des conditions plus difficiles ce qui crée un décalage dans l'organisation collective.

Dans la mise en œuvre de l'expérimentation sur le terrain, il apparaît des premiers décalages entre le cadre théorique des tables de quartier et leur concrète structuration. Le public apparaît en continuité des mobilisations locales précédentes : des individus fréquentant le centre social, mobilisés à titre individuel et beaucoup moins des collectifs ou associations. Ceci à la fois le rôle prépondérant que joue le centre social dans la structuration des tables de quartier : celui-ci conçoit cette expérimentation participative dans la continuité de ses activités (De Gaillard, Douchy et Lang, 2018). Dans les sites de l'expérimentation où les tables de quartier ne sont pas portées par des centres sociaux, on observe d'ailleurs une présence plus importante d'associations et de collectifs dans le noyau dur de la table (comme c'est le cas à Nîmes ou à Amiens par exemple). De plus, ce choix d'une mobilisation individuelle illustre également une évolution de la démocratie participative en général qui depuis les années 2000 se tourne davantage vers des participant-es mobilisé-es à titre individuel (Bacqué et Sintomer, 2011 ; Font et Blanco, 2011 ; Neveu, 2011). Les compositions différentes du public des deux tables montrent que l'expérimentation se situe dans la continuité des mobilisations locales précédentes. A Malpassé, la présence d'un groupe ayant une expérience partagée des difficultés sociales rend possible un *empowerment* que l'on pourrait qualifier de communautaire car faisant référence à une communauté d'individus partageant une expérience commune des inégalités. Alors qu'elle est souvent décriée dans les discours publics et médiatiques (Tissot, 2012), l'appui sur une communauté d'individus s'avère être une ressource (Charmes et Bacqué, 2016) qui permet l'organisation collective et la mobilisation. Il convient alors de voir comment dans les choix de fonctionnement des tables ces pratiques d'émancipation peuvent se structurer.

2. L'organisation collective de la table : choix des répertoires et des revendications

Les choix en termes d'organisation et de fonctionnement des tables de quartier montrent les différentes manières dont sont politisées les thématiques choisies. L'étude des formes de politisation⁸ au sein de la table de quartier nous renseigne sur les possibilités d'*empowerment* pour les participants. Il s'avère que le fonctionnement des tables et les enjeux traités sont similaires sur les deux sites mais que les répertoires d'action divergent notamment sous l'influence de choix organisationnels.

- **Un fonctionnement collectif et « concret »**

Le fonctionnement des deux tables de quartier est proche du modèle proposé par le kit d'appui au niveau national. Celui-ci précise :

« [...] la table développe une démarche de concertation **qui part du vécu, des ressources, des envies d'agir et des intérêts communs des habitants du quartier**. Ce **mouvement ascendant** met la parole des habitants et leur expertise au cœur même de la démarche. Ils en sont les premiers décideurs

⁸ Par politisation, nous entendons à la fois un processus de conflictualisation des discours (Duchesne et Haegel, 2004) et de montée en généralité (Hamidi, 2006).

et les premiers acteurs. »⁹

Ainsi à Malpassé comme à Saint-Gabriel, les tables s'organisent collectivement lors de réunions publiques qui ont lieu environ une fois par mois rassemblant entre 30 et 60 personnes. Ces réunions ont lieu généralement le samedi matin à Malpassé et le jeudi soir à Saint-Gabriel et sont animées par les animateurs/-trices et les participant-es au noyau dur qui distribuent la parole et organisent le choix des thématiques, comme en témoigne cette observation à Saint-Gabriel :

Dans la grande salle du centre social, une quarantaine de personnes sont réunies attendant le lancement de la table de quartier à 18 heures. Il y a une majorité d'adultes et de personnes âgées, pas de jeunes. Les hommes sont plus représentés que les femmes, même si celles-ci sont bien présentes. On retrouve le « noyau dur » de la table composé de six personnes : Jean le président du CIQ, Inès, Naïma et Agnès membres du conseil d'administration du centre social, Martin et Claude. 18 heures, la réunion commence. La directrice du centre, Monique, donne le lancement en rappelant ce qu'est une table de quartier et en souhaitant la bienvenue à tous. Puis Inès prend la parole présentant le travail déjà accompli notamment sur une opération nettoyage du quartier qui a mobilisé une dizaine de personnes et a eu lieu quelques semaines avant. Elle précise également que les discussions sont toujours en cours avec la mairie locale concernant l'ouverture du jardin d'enfants proche du centre social. Un homme, qui est déjà venu à plusieurs réunions, intervient alors pour parler d'un parking du quartier qui est sale et n'est jamais nettoyé. Jean, du CIQ, donne alors quelques informations sur les manières de procéder pour interpeller la mairie sur ces questions. D'autres doléances sont exprimées par des participant-es et recueillies tout au long de cette réunion. En fin de réunion, une liste des revendications recueillies est écrite : le nettoyage du parking, la dératissage d'une cité toute proche, l'avenir de la butte en friche, l'organisation d'une fête de quartier. Des petites réunions futures sont prévues pour traiter de ces enjeux spécifiques. (Observation de la table de quartier de Saint-Gabriel, mai 2016)

La table de quartier se construit de façon collective à travers un recueil des idées et revendications des participant-es qui sont les bases des échanges et font l'objet de précision, de désaccords entre les membres. A partir de ces revendications, les deux tables ont mis en place des petits ateliers qui se réunissent de manière plus sporadique avec les participant-es les plus investies pour traiter les sujets. A Malpassé, au début de l'expérimentation, des commissions sur le logement ou l'espace public s'étaient réunies lors de trois réunions mobilisant chacune une dizaine de personnes. Celles-ci s'étaient ensuite taries petit à petit. A Saint-Gabriel, c'est le noyau dur de la table qui est à l'initiative de ces commissions où participent également quelques autres habitant-es moins mobilisé-es. Au-delà, ce leur fonctionnement ascendant et collectif, les deux tables de quartier se mobilisent de manière assez similaire sur des enjeux liés au cadre de vie comme l'aménagement d'espaces vacants, le nettoyage du quartier, l'amélioration des équipements de la rue (lampadaires, arrêts de bus), l'accès à des équipements de loisirs pour les enfants... Ces choix de thématiques s'expliquent d'abord par les problèmes que vivent les participant-es dans leur vie quotidienne : à Malpassé, les travaux de rénovation urbaine ont un

⁹ Extrait du kit d'appui élaboré par la FCSF, (2015, p.3).

impact important sur le cadre de vie des habitant-es. A Saint-Gabriel, une partie des thématiques apparaissent comme des problèmes pour les participant-es notamment les questions de propreté, d'autres ne les concernent pas directement (accès au jardin d'enfants, dératisation d'une copropriété dégradée). Le choix de ce type d'enjeux traduit également une volonté d'efficacité et de concret recherchée par les membres des tables qui veulent prouver aux habitant-es des effets concrets que peut avoir leur participation, comme en témoigne l'intervention d'un habitant de Malpassé lors d'une réunion de la table :

La deuxième réunion de la table de quartier de Malpassé a lieu moins de deux mois après le lancement, entre temps les animateurs ont sillonné le quartier et organisé des petites réunions thématiques à différents endroits pour présenter la démarche aux habitants et recueillir leurs témoignages dans le but d'élaborer le portrait de quartier. Lors de cette réunion, une cinquantaine de personnes sont présentes : celles qui étaient là à la première réunion mais également des nouvelles. Alors que l'état du quartier est présenté par les animateurs, les discussions s'orientent vers la question de l'emploi des jeunes sur les chantiers dans le quartier. Mohammed, habitant du quartier dont il est d'ailleurs originaire, prend alors la parole pour expliquer son ras-le-bol : « *Bon mais là on parle, on parle, mais qu'est-ce que cela va changer ? Nos jeunes sont toujours au même stade. Est-ce que vous allez pouvoir changer quelque chose ? Nous on veut du concret maintenant, c'est fini la parlotte !* » (Observation de la table de quartier de Malpassé, novembre 2014)

Ainsi, dans les deux cas les membres des tables se mobilisent sur des enjeux liés à leur cadre de vie qui peuvent leur permettre d'obtenir des résultats visibles rapidement auprès du reste des habitant-es. Les possibilités de politisation de ces thématiques sont pourtant différentes dans les deux cas, l'émergence d'enjeux liés aux conditions de vie matérielles des participant-es n'est pas un élément suffisant permettant une politisation des inégalités.

- **Des répertoires d'action différents**

Les répertoires d'action mobilisés par les tables de quartier sont différents mais tous deux très liés à la forme que prend le noyau de la table ainsi qu'aux trajectoires militantes et professionnelles des participant-es. A Malpassé, la table de quartier est structurée autour de l'animatrice salariée qui joue un rôle prépondérant dans la mobilisation, l'organisation des réunions et les relations avec les acteurs publics. Najet a un parcours biographique empreint de militantisme qui a commencé en 2005 avec les débuts des opérations de rénovation urbaine. Constatant des injustices dans les projets urbains de reconstruction de la cité où elle vivait elle s'est mobilisée et a créé avec d'autres habitantes une association de locataires pour défendre les intérêts des habitant-es. En parallèle de son activité salariée au centre social, elle est également membre d'une association nationale défendant les habitant-es des quartiers populaires créée suite au rapport Bacqué-Mechmache. Ses expériences militantes sont à la base de son travail au sein de la table de quartier :

« J'ai pas de méthode particulière, je pense que ça va être au feeling et chaque personne comment elle se sent avec les institutions. Il ne faut pas que les personnes soient mal à l'aise. C'est comme ce que j'ai fait sur la rénovation urbaine dans mon ancien quartier : les gens

Marion Lang
Université Jean Monnet Saint-Etienne
Laboratoire Triangle

venaient aux réunions et c'était celle qui criait le plus fort qui obtenait ce qu'elle voulait du bailleur, par exemple qu'il répare son robinet. Et moi je leur ai dit qu'il fallait pas faire comme cela, que le but c'était qu'on règle aussi les problèmes de ceux qui ne se plaignent pas. On avait fait une réunion avec le bailleur, il devait y avoir environ soixante personnes, et on avait tout préparé, une personne posait les questions et les autres étaient assis. Tout s'est très bien passé et à la fin le bailleur nous a remercié de la réunion et personne n'a été frustré parce que les revendications on les a rendues collectives. D'un problème individuel on l'a rendu collectif. Moi j'aimerais bien qu'on fasse cela à la table de quartier. » (Entretien avec Najet, animatrice de la table de Malpassé)

Najet mobilise un répertoire d'action militant issu de ses activités associatives que l'on retrouve par exemple lors de l'organisation d'une marche urbaine visant à dénoncer les problèmes dans l'espace public. De plus, lors des réunions, son rôle d'animatrice permet de rendre collectifs les enjeux soulevés par les participant-es :

Lors de la troisième réunion publique de la Table de quartier de Malpassé une soixantaine de personnes sont présentes, exclusivement des habitants et deux associations du quartier. Un retour a d'abord lieu sur les différents éléments soulevés lors de l'état du quartier effectué par les animateurs avec les habitants durant ces premiers mois qui concernent le logement, le cadre de vie ou encore l'école. Puis Frédéric, représentant l'association sportive du quartier prend la parole pour expliquer les difficultés qu'il rencontre pour avoir accès au gymnase du collège. Après avoir raconté la chronologie des événements et le refus des différents interlocuteurs qu'il a eu de lui donner une raison précise pour son interdiction d'accès à ce gymnase, Najet reprend la parole. Elle revient plus globalement sur les problèmes des équipements sportifs dans le quartier : le terrain de foot qui a été détruit dans le cadre de la rénovation urbaine et qui ne sera pas reconstruit, la fermeture de la piscine la plus proche, etc. Ces problèmes affectent directement les habitants du quartier et notamment les jeunes qui sont désœuvrés et peuvent sombrer dans le trafic de drogue. Les habitants affirment leur accord avec le constat, certains prennent la parole pour témoigner de leur ras-le-bol. Pierre, l'autre animateur, propose alors de faire ensemble un document rendant compte de l'état des équipements sportifs dans le quartier puis de le diffuser largement à tous les habitants et associations du quartier avant de le faire remonter aux élus. Toutes les personnes présentes à la réunion saluent l'initiative.
(Observation lors d'une réunion publique de la table de quartier de Malpassé, décembre 2014)

Le répertoire mobilisé par Najet permet une politisation des enjeux dans les discours. Comme l'illustre cette observation, d'une situation individuelle, Najet fait le lien avec d'autres cas opérant une montée en généralité. Le rôle prépondérant de Najet dans la table permet de politiser des enjeux liés au cadre de vie ce qui n'allait pas de soi. Elle agit comme une représentante du groupe des participant-es de la table de quartier et dans la lignée des réflexions de Pierre Bourdieu donne corps à ce groupe à travers sa représentation (Bourdieu, 1981).

En revanche, cette politisation s'avère bien moins présente à Saint-Gabriel. L'animateur de la table a été recruté bien plus tard qu'à Malpassé, c'est donc d'abord le noyau dur de bénévoles proches du centre social et la directrice du centre qui gèrent concrètement le fonctionnement de la table. Celui-ci est donc plus collégial et moins salarié qu'à Malpassé. Il se base également

Marion Lang

Université Jean Monnet Saint-Etienne

Laboratoire Triangle

sur un répertoire d'action issus des expériences associatives des participant-es comme la longue expérience de Jean, actuel président du CIQ qui connaît bien les rouages des administrations marseillaises. Ce répertoire est également façonné par l'ancrage dans l'éducation populaire du centre social qui valorise la participation à des activités permettant de développer des nouveaux savoirs. A Saint-Gabriel, c'est « en faisant » que se construit l'organisation de la table de quartier. Dans les discours on retrouve peu de références à la situation des quartiers populaires de Marseille ou des cités d'habitat social. La dimension collective est davantage valorisée par la présence de participant-es qui se mobilisent concrètement sur des sujets comme l'opération nettoyage, l'organisation de la fête du quartier. En ce sens, la politisation des enjeux apparaît bien plus faible qu'à Malpassé malgré plus de réalisation « concrètes » liées aux problématiques soulevées.

Ainsi, la focalisation sur les enjeux liés au cadre de vie s'explique par le besoin de résultats concrets et rapides pour légitimer le rôle des tables de quartier. Ces enjeux apparaissent a priori peu politisés au départ. Le choix des répertoires d'action conditionne les possibilités de politisation qui s'avère bien plus développés à Malpassé du fait du rôle de l'animatrice salariée qu'à Saint-Gabriel où l'organisation est paradoxalement plus collégiale. On voit apparaître une forme professionnelle de la table de quartier (à Malpassé) qui permet plus de politisation mais moins de réalisations concrètes des projets et une forme plus bénévole (à Saint-Gabriel) où la politisation est très faible mais qui compte plusieurs réalisations concrètes.

3. Réceptions des actions des tables

Les tables de quartier ont pour objectif, in fine, de négocier leurs revendications avec les interlocuteurs compétents qui dans la majorité des cas s'avèrent être les pouvoirs publics. Cet objectif est précisé dans le guide de l'expérimentation :

« A partir d'un état des lieux des enjeux du quartier et de l'élaboration d'actions et de propositions, la table développe une stratégie de négociation avec les pouvoirs publics et les institutions présentes sur le territoire. La Table s'impose ainsi pour devenir un interlocuteur légitime et incontournable du développement social du quartier. »¹⁰

Les deux tables de quartier ont entrepris des actions de terrain préalables à une négociation avec les institutions compétentes. Cette étape de négociation se présente comme une étape nécessaire à l'acquisition d'un statut d'interlocuteur légitime.

Nous nous intéressons ici aux relations entretenues par les deux tables de quartier marseillaises avec les institutions et à leurs choix de positionnement. Les stratégies qu'elles développent pour faire aboutir leurs propositions révèlent leur positionnement face à un ordre politique institué. Les deux tables de quartier entretiennent un rapport différent aux institutions, l'une se tournant davantage vers les technicien-nes de la politique de la ville et l'autre vers les élu-es locaux/-ales. Ces différentes stratégies peinent à remettre en cause l'ordre social établi limitant le pouvoir émancipateur des tables.

¹⁰ Extrait du « kit d'appui » élaboré par la FCSF, p.18

- **Les limites d'une négociation avec les technicien-nes**

Les deux tables de quartier passent par l'action directe pour attirer l'attention sur leurs revendications et leur mobilisation. Sur les deux quartiers, on a assisté à une mobilisation et une médiatisation importante d'enjeux liés au cadre de vie : à Malpassé, une marche urbaine dénonçant les dangers de l'espace public a été organisée. A Saint-Gabriel, une matinée de sensibilisation à la propreté de l'espace public a également eu lieu en 2016.

A Malpassé, en mars 2015, le noyau dur de la table composé à ce moment-là d'une dizaine de femmes a organisé une marche urbaine visant à dénoncer les dangers de l'espace public dans le quartier. Cette action a été menée en partenariat avec le secteur jeune du centre social et réunissait un samedi matin une quinzaine d'habitants ainsi que des animateur/-trices du centre. Des technicien-nes de la politique de la ville et la préfète déléguée à l'égalité des chances avaient été invité-es à cette marche. La marche avait été l'occasion de signaler de nombreux dysfonctionnements dans l'espace public (lampadaires cassés, arrêt de bus en mauvais état, trottoirs trop petits...) et avait été très médiatisé. Un reportage photo avait été diffusé par la table de quartier sur les réseaux sociaux. Cette action avait été valorisée par les participant-es, comme en témoigne Naïma :

« La marche pour moi c'était quelque chose de bien, de positif. J'étais contente de faire ça, bon pas contente de voir tous les problèmes qu'il y a dans le quartier. Mais de voir que nous les habitants, les mamans on peut faire des choses ensemble, essayer de bouger la mairie pour que ça aille mieux. Moi ça m'a fait du bien de voir ça : que les gens s'allient pour dénoncer les problèmes. Ça montrait que la table de quartier c'est pas que du blabla.. Après les résultats c'est autre chose. » (Entretien avec Naïma, table de quartier de Malpassé, mai 2016)

Naïma fait partie du noyau dur de la table de quartier. Elle a 44 ans et mère de deux enfants et ne travaille pas. Elle a commencé à fréquenter le centre social il y a environ 5 ans en accompagnant ses enfants à des activités, puis elle a commencé à participer régulièrement à un groupe de parole de femmes. En 2013, elle a été très présente dans les mobilisations qui ont suivi les meurtres et a participé à la manifestation qui a eu lieu en juin 2013. Cette première expérience militante l'a poussé à participer au nouveau projet de table de quartier, bien qu'elle regrette que la manifestation ait eu peu de retombées sur les conditions de vie dans le quartier à ses yeux. De la même manière, elle reste critique des résultats de la table de quartier :

« Moi, pour l'instant j'ai l'impression que ça a servi à rien. C'est vrai que la marche j'ai pas l'impression que ça ait servi à grand-chose, qu'est-ce qui a changé ? Rien. Enfin moi je trouve. Et puis ça s'est un peu arrêté la table de quartier, il y a plus trop de réunions, on est moins invité, en tout cas moi j'ai plus reçu de SMS depuis longtemps. » (Entretien avec Naïma, table de quartier de Malpassé, mai 2016)

Marion Lang

Université Jean Monnet Saint-Etienne

Laboratoire Triangle

A la suite de cette action, la table de quartier a été sollicitée par les techniciens de la politique de la ville pour participer à divers ateliers de cartographie ou des réunions avec d'autres services de la mairie. Ces réunions ont eu lieu sans publicité et en petit comité, seules l'animatrice et deux habitantes ont été conviées à y participer. La mobilisation collective a faibli dans les mois qui ont suivi la marche pour devenir quasi-nulle en 2016. Ainsi si l'action collective avaient pu faire naître chez certain-es participant-es des formes de pouvoir d'agir, l'absence de retours à la suite de leur mobilisation en a largement limité les effets. Malgré un volontarisme des techniciens de travailler avec la table de quartier et d'en faire un acteur légitime, on assiste à une perte du caractère participatif de l'expérience. Du fait de ce manque d'informations, les habitant-es se démobilisent fortement.

• Idéologie et revendications auprès des élus locaux

A Saint-Gabriel, l'action de sensibilisation à la propreté s'est déroulée d'une manière relativement similaire à celle de Malpassé, à la différence qu'elle a été suivie par des réunions publiques de bilan avec des élu-es. Le contexte politique local dans lequel évoluent les deux tables de quartier est particulier. A Marseille, la mairie centrale est complétée par des mairies de secteur regroupant deux arrondissements et ayant avant tout un rôle consultatif. En 2014, à la suite des élections municipales la maire du septième secteur (comprenant les 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements) a été gagnée par Stéphane Ravier candidat du Front national après plus de trente ans de victoires de candidats socialistes. Cette victoire du Front national dans les quartiers nord reste avant tout symbolique, le maire de secteur ne disposant que de quelques pouvoirs décisionnaires (concernant notamment la gestion des parcs de ses arrondissements). Pour autant, à la suite de son élection, lors d'un vote des subventions aux centres sociaux associatifs, S. Ravier a donné un avis consultatif négatif¹¹ envoyant ainsi un signal aux centres sociaux du secteur. Les directeur/-trices des centres sociaux affirmèrent à cette occasion leur hostilité à la nouvelle municipalité via un communiqué et en refusant de recevoir les nouveaux élus frontistes. Ainsi, la table de quartier de Malpassé n'a jamais eu de contacts avec ces élus. A Saint-Gabriel, en revanche, la mobilisation des participant-es sur les questions de propreté l'a amené à revendiquer l'ouverture d'un parc pour enfants, géré par la mairie de secteur, qui fermé, s'était transformé en déchetterie. La formulation de cette demande en réunion publique et les actions directes médiatisées qui ont suivi ont conduit les bénévoles de la table de quartier à inviter les élus locaux à une réunion afin de leur présenter leurs revendications. Bien qu'ouvertement hostile aux élus frontistes, la direction du centre social a accepté la tenue de cette réunion exceptionnelle. Dépassant ainsi l'idéologie, les participant-es de la table de quartier ont échangé lors d'une réunion très suivie (par une soixantaine de personnes) avec les élus. Dans une ambiance conflictuelle, les habitant-es ont fait part de leurs revendications pour l'ouverture de ce petit parc, les élus y étant plus hostiles. Pour les participant-es, cette

¹¹ Rof Gilles, 2014, « Dans le 7e secteur de Marseille, le FN refuse les subventions aux centres sociaux », *Le Monde.fr*.

Marion Lang

Université Jean Monnet Saint-Etienne

Laboratoire Triangle

expérience a joué un rôle dans leur engagement à la table comme en témoigne Agnès, une participante au noyau dur de la table :

« Enquêtrice : Qu'est-ce que tu avais pensé de la réunion avec les élus de la mairie de secteur ? Tu as trouvé que c'était une bonne idée de les inviter ?

Clara : C'était nécessaire, j'aurais bien aimé qu'on l'évite, parce que moi moins je vois le FN mieux je me porte, mais enfin se sont les élus du coin. Mais ce qui m'a marqué surtout c'est que tout le boulot c'était les habitants qui l'avaient fait, c'était nous qui avons pris en photo l'état du parc, l'état du quartier en général. Et face à ça, ils devaient nous donner des réponses. Moi je les ai trouvés nuls, ils répondaient complètement à côté. Mais ça m'a confirmé mon idée que c'est à nous de faire les choses, parce que je crois qu'on peut faire peur aux élus comme ça. » (Entretien avec Agnès, table de quartier de Saint-Gabriel, juin 2016)

Les relations avec les élus ont joué un rôle dans la légitimité de la table auprès des participant-es qui peuvent mesurer les rétributions de leurs engagements. La table de Saint-Gabriel n'a par la suite pas sollicité les élus frontistes mais a invité à plusieurs reprises l'élue de la mairie centrale en charge des espaces verts afin d'échanger sur des projets de végétalisation du quartier. Ainsi, la table de quartier a construit un modèle de fonctionnement, où les élus sont des destinataires des revendications menées par les habitant-es, qui valorise l'engagement des participant-es et permet sa continuité.

Ces deux expériences montrent l'importance que revêt l'action collective pour légitimer les tables de quartier auprès des participant-es. Dans les deux cas, les participant-es valorisent le passage à l'action comme un aboutissement de leur mobilisation lors des réunions publiques. Les négociations avec les pouvoirs publics apparaissent tout aussi importantes pour légitimer l'action menée. A Malpassé, le manque de transparence quant aux aboutissements de la marche urbaine se solde par une démobilitation des participant-es. La table de quartier renforce son modèle « professionnel » au détriment du fonctionnement collectif et participatif. A Saint-Gabriel, le choix de négocier les revendications *a posteriori* avec les élus concernés crée des débouchés aux actions menées qui sont valorisés par les participant-es. Pour autant, le choix de dépasser les idéologies renforce le caractère dépolitisé de la démarche.

Finalement, les trajectoires des deux tables de quartier montrent que plusieurs décalages se sont produits entre la conception théorique de départ et la mise en œuvre sur le terrain : la place prégnante du centre social dans le développement des tables a conditionné le choix d'un public mobilisé davantage à l'échelle individuelle. Cette structuration des tables autour des centres sociaux a également eu pour effet d'éloigner la démarche des habitant-es les plus précaires : soit du fait du noyau dur des participant-es déjà socialisé au fonctionnement du centre (comme à Saint-Gabriel) soit à cause d'une volonté de professionnalisation de la table trop importante (cas de Malpassé). Apparaissent alors deux modèles de fonctionnement des tables de quartier : l'un professionnel, à Malpassé, centré autour de l'animatrice salariée où la table de quartier est rapidement conçue comme une activité du centre social. A Saint-Gabriel, la table de quartier

Marion Lang

Université Jean Monnet Saint-Etienne

Laboratoire Triangle

fonctionne de manière plus collégiale autour de bénévoles également très investis dans le centre social. Malgré ces différences, le développement des activités des deux tables de quartier et leurs stratégies de positionnement face aux acteurs institutionnels se révèle en accord avec la vision nationale de l'expérimentation.

Le déroulement de ces deux expérimentations montre également des formes d'*empowerment* divergentes et partielles. A Malpassé, l'*empowerment* est communautaire centré sur le développement du pouvoir d'agir à l'intérieur du groupe. La participation à la table de quartier permet la création d'une identification collective des participant-es qui vivent des situations sociales similaires. En ce sens, elle permet le développement d'un pouvoir d'agir personnelle et collectif. De plus, le rôle prépondérant de l'animatrice salariée et sa trajectoire biographique permettent une politisation des enjeux soulevés par les participant-es. Une première tension se dessine ici entre une volonté d'un mouvement ascendant et égalitaire et de l'autre côté une politisation permise par un rapport de pouvoir entre des personnes détenant un capital militant qui le partagent avec d'autres individus moins socialisés à ces questions. Il convient alors de questionner la conception égalitaire des démarches participatives et de s'interroger sur les conséquences de rapports de pouvoir inégaux au sein des démarches qui peuvent déboucher sur un développement du pouvoir d'agir comme c'est également le cas dans les organisations communautaires à Los Angeles (Talpin, 2016). Cette professionnalisation de la table limite pourtant la légitimité de la table auprès des habitant-es faute de résultat concret et publicisé lors des négociations avec les institutions. A Saint-Gabriel, on assiste à une forme d'*empowerment* à la marge centrée sur les relations entretenues avec le pouvoir politique. Le public de la table de quartier est composé d'individus déjà socialisés au centre social ne vivant pas directement des situations sociales difficiles. L'organisation de la table, collégiale, se construit par l'action et les revendications faites auprès des élus locaux. C'est lors de ces négociations que le pouvoir émancipateur apparaît pour les participant-es, bien qu'elles aient lieu dans un contexte dépolitisé et de fait ne remettent pas en cause l'ordre social établi. Dans les deux cas on observe des formes d'*empowerment* partielles limité soit à la mobilisation collective (Malpassé) ou soit aux négociations avec les institutions (Saint-Gabriel). Ce dernier cas pouvant apparaître comme un cas limite d'*empowerment* du fait des trajectoires individuelles des participant-es déjà socialisées à la participation. Les deux formes d'*empowerment* prises par les tables de quartier restent partielles et font apparaître une tension entre d'une part l'importance de la consolidation d'un groupe permettant une identification des participant-es et le développement de leur conscience critique, et de l'autre, une efficacité des actions menées valorisées par des victoires négociées aux institutions créant ainsi la légitimité de l'arène participative. Au-delà des tables de quartier, ces tensions traversent de nombreuses formes de mobilisations collectives (Balazard, 2015) et restent des enjeux majeurs pour faire émerger des arènes participatives réellement émancipatrices.

Résumé : Cette communication s'interroge sur les différentes formes d'*empowerment* dans les arènes participatives. Elle est basée sur une enquête dans deux tables de quartier une expérimentation participative menée dans des quartiers populaires, dans notre cas à Marseille. Pour étudier les formes d'*empowerment* dans les deux tables nous nous basons sur trois critères :

Marion Lang

Université Jean Monnet Saint-Etienne

Laboratoire Triangle

la constitution du public, la politisation des enjeux et les négociations avec les pouvoirs publics. Nous montrons que les possibilités d'*empowerment* dépendent de choix organisationnels fait dans l'action et que deux stratégies différentes se dessinent entre les tables. Elles mettent à jour des tensions entre un renforcement du pouvoir d'agir collectif et une légitimation via des résultats concrets.

Abstract: This paper questions the varieties of empowerment processes within participative arenas based on the investigation in two *tables de quartier*: a participative experience conducted in impoverished neighborhoods, in our case in Marseille. We study three criteria in order to distinguish those forms of empowerment: the public, the politicization of stakes and negotiations with public authorities. We show that possibilities of empowerment depend on organizational choices and that two different strategies are emerging between the tables. They reveal tensions between an emphasis on collective cohesion and a legitimation thanks to concrete results.

Bibliographie

Bacqué Marie-Hélène, 2005, « Dispositifs participatifs dans les quartiers populaires, héritage des mouvements sociaux ou néolibéralisme? Empowerment zones aux Etats-Unis et politique de la ville en France », *Gestion de proximité et démocratie participative : une perspective comparative*, Collection « Recherches », M.-H. Bacqué, H. Rey et Y. Sintomer éd., Paris, Découverte, p. 81-100.

Bacqué Marie-Hélène et Biewener Carole, 2013, *L'empowerment, une pratique émancipatrice*, Paris, la Découverte.

Bacqué Marie-Hélène et Sintomer Yves éd., 2011, *La démocratie participative: histoire et généalogie*, Paris, La Découverte.

Balazard Hélène, 2015, *Agir en démocratie*, Ivry-sur-Seine, France, les Éditions de l'Atelier.

Balazard Hélène et Genestier Philippe, 2009, « La notion d'empowerment : un analyseur des tensions idéologiques britanniques et des tâtonnements philosophiques français », EHESS Paris.

Bourdieu Pierre, 1981, « La représentation politique: Éléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 36, n° 1, p. 3-24.

Bresson Maryse, 2004, « La participation des habitants contre la démocratie participative dans les centres sociaux associatifs du nord de la France », *Déviance et Société*, vol. Vol. 28, n° 1, p. 97-114.

Marion Lang

Université Jean Monnet Saint-Etienne

Laboratoire Triangle

Bresson Maryse, 2002, *Les centres sociaux: entre expertise et militantisme*, Paris, France, L'Harmattan.

Carrel Marion, 2013, *Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*, Lyon, ENS.

Carrel Marion et de Lépinay Adeline, 2016, « Expériences de community organizing en France », *Mouvements*, vol. , n° 85, p. 26-30.

Charmes Éric et Bacqué Marie-Hélène éd., 2016, *Mixité sociale, et après ?*, Paris, France, PUF, DL 2016.

De Gaillard Sophie, Douchy Marine et Lang Marion, 2018, « La participation dans les centres sociaux, enjeux et limites d'un idéal d'émancipation », *Les ambivalences de la participation citoyenne : acteurs, expertises, pouvoirs et légitimités*, S. Bresson éd., Tours, Presses Universitaires François-Rabelais.

Duchesne Sophie et Haegel Florence, 2004, « La politisation des discussions, au croisement des logiques de spécialisation et de conflictualisation », *Revue française de science politique*, vol. 54, n° 6, p. 877-909.

Font Joan et Blanco Ismael, 2011, « Participación local. Más allá de la democracia asociativa », *Revista de Estudios de la Administración Local y Autonómica*, vol. , n° 290.

Hamidi Camille, 2006, « Éléments pour une approche interactionniste de la politisation », *Revue française de science politique*, vol. 56, n° 1, p. 5-25.

Kirszbaum Thomas, 2011, « Pourquoi la France résiste à l'empowerment ? », *Urbanisme*, vol. , n° 380.

Mattina Cesare, 2016, *Clientélismes urbains : gouvernement et hégémonie politique à Marseille*, Paris, France, Presses de Sciences Po.

Mattina Cesare, 2008, « Gouverner la démocratie locale urbaine: comités de quartier et conseils de quartier à Marseille, Toulon et Nice », *Sociologie du travail*, vol. 50, n° 2, p. 184-199.

Neveu Catherine, 2011, « Habitants, citoyens: interroger les catégories », *La démocratie participative: histoire et généalogie*, Recherches, M.-H. Bacqué et Y. Sintomer éd., Paris, La Découverte, p. 39-51.

Peraldi Michel, Duport Claire et Samson Michel, 2015, *Sociologie de Marseille*, Paris, Découverte.

Sénécal Gilles, Cloutier Geneviève et Herjean Patrick, 2008, « Le quartier comme espace transactionnel : L'expérience des Tables de concertation de quartier à Montréal », *Cahiers de*

Marion Lang
Université Jean Monnet Saint-Etienne
Laboratoire Triangle

géographie du Québec, vol. 52, n° 146, p. 191.

Talpin Julien, 2016, *Community organizing : de l'émeute à l'alliance des classes populaires aux États-Unis*, Paris, France, Raisons d'agir.

Talpin Julien, 2013, « Mobiliser les quartiers populaires. Vertus et ambiguïtés du community organizing vu de France. », *La Vie des Idées*. Adresse : <http://www.laviedesidees.fr/Mobiliser-les-quartiers-populaires.html> [Consulté le : 10 février 2016].

Tissot Sylvie, 2012, « Qui a peur du communautarisme ? », *Les mots sont importants*. Adresse : <http://lmsi.net/Qui-a-peur-du-communautarisme> [Consulté le : 10 mars 2016].

- **Sources**

Bacqué Marie-Hélène et Mechmache Mohamed, 2013, *Pour une réforme radicale de la politique de la ville. Ça ne se fera pas sans nous. Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires.*, Rapport au ministre délégué chargé de la ville, 98p.

Fédération des centres sociaux de France, 2014, *Expérimentation des tables de quartier*, 5p.

Messina Marine, 2013, « A Marseille, “un ras-le-bol contre des réponses pas du tout adaptées” », *Le Monde.fr*.

Adresse : http://www.lemonde.fr/societe/article/2013/06/01/marseille-marche-contre-la-violence_3422384_3224.html [Consulté le : 10 mars 2016].

Rof Gilles, 2014, « Dans le 7e secteur de Marseille, le FN refuse les subventions aux centres sociaux », *Le Monde.fr*. Adresse : http://abonnes.lemonde.fr/politique/article/2014/06/29/dans-le-7e-secteur-de-marseille-le-fn-refuse-les-subventions-aux-centres-sociaux_4447540_823448.html [Consulté le : 1 juin 2016].